

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1860 - 24 mars 1994 - 3 F

### D 1860 CHILI: BILAN DE LA PRÉSIDENTE AYLWIN

Le 11 mars 1994, le nouveau président Eduardo Frei, élu le 11 décembre 1993, prenait la place du président Patricio Aylwin parvenu au terme de son mandat de quatre ans. La continuité démocratique est ainsi parfaitement assurée. Le président sortant avait en effet restauré la démocratie en faisant sortir le Chili de "l'ère Pinochet". Seule ombre au tableau: la persistance d'une certaine impunité des militaires impliqués dans la répression (cf. DIAL D1806). Ci-dessous bilan du président Aylwin établi par lui-même. Texte extrait de la revue **Mensaje** de janvier/février 1994.

Note DIAL

*Question - A votre avis, quelles sont les réalisations les plus importantes de votre gouvernement et quelles sont les tâches inachevées?*

Je dirais que la réalisation majeure de mon gouvernement est l'affermissement du système démocratique, certes avec un certain nombre de limitations, mais un affermissement réel. Et je ne vois aucune menace envers ce système démocratique: il fonctionne et le risque d'un nouveau coup d'État est nul. En dépit des tensions et des problèmes en suspens, le Chili peut envisager facilement l'avenir, disons sur vingt ans si rien de particulier ne se produit au sein du système démocratique.

Tout reste cependant inachevé. Les institutions doivent être perfectionnées: l'inamovibilité des commandants en chef et la désignation de sénateurs sont le signe d'un système démocratique imparfait. Un système stable et solide, oui, mais qui doit être perfectionné.

Quant à la croissance économique, nous avons fait des progrès et nous avons tout lieu d'en être satisfait. Mais combien de temps cela va-t-il durer? Le Chili est un pays qui dépend trop de l'étranger. La récession européenne représente pour nous, cette année, un milliard de dollars en moins à l'exportation. Cela, pour un pays dont les exportations s'élèvent à dix milliards de dollars. C'est-à-dire 10% du total ! Cette somme équivaut à deux réformes fiscales, puisque la politique fiscale actuelle rapporte par an cinq cents millions de dollars. Ce manque à gagner s'explique par la crise des prix du cuivre, de la farine de poisson, de la cellulose et des produits fruitiers. Vous imaginez ce que cela représente en matière de développement social, de logement, de santé et d'éducation.

Sur le plan social, nous avons enregistré des avancées dans la lutte contre la pauvreté. Il y a moins de pauvres et les pauvres sont moins pauvres. Les études du P.E.T. que vous avez publiées le confirment. J'estime que, en chiffres ronds, nous avons cinq millions de pauvres: aujourd'hui nous n'en avons plus que quatre millions. Nous avons presque deux millions de personnes en situation d'extrême pauvreté: aujourd'hui il en reste six cent mille. Le problème n'en demeure pas moins et il est un cri lancé à notre conscience. Plus exactement: ce qui est grave c'est que nous n'avons pas suffisamment conscience qu'il s'agit là d'un problème dont le règlement est vital pour le pays.

En bref, je dirais que nous sommes bien partis, que nous avons fait des avancées importantes, mais je suis bien loin de me considérer comme satisfait.

*Q. - Comment voyez-vous la question des droits de l'homme?*

C'est l'un des chapitres pour lequel je pense que nous sommes arrivés à une solution acceptable dans les limites de notre capacité humaine. Ceci dit, c'est la meilleure solution - ou la moins mauvaise - possible. Je sais bien que cette façon de voir n'est pas partagée par tout le monde. C'est un fait que ce sujet a blessé la conscience des Chiliens, mais la vérité a été faite. Même si nous ne sommes pas parvenus à la vérité dans tous les cas, du moins la vérité globale a-t-elle été faite, voire même dans de très nombreux cas particuliers, alors qu'elle était niée par la moitié du pays quand je suis arrivé à la présidence.

A l'heure actuelle, je le crois, tout le monde l'accepte. Peut-être n'est-ce pas le cas de tous les militaires. Car il me semble que le problème des militaires tient au fait qu'une reconnaissance formelle de ce problème comporte de très grands risques pour le moral du corps des officiers, étant donné qu'à mon sens une grande partie d'entre eux ne sont pas compromis dans les violations des droits de l'homme.

Je sais combien il est grave et insatisfaisant que nous ne soyons pas parvenus à une plus grande justice. J'ai toujours dit: la justice "dans la mesure du possible". Ma conviction est que la justice humaine est très limitée et que les obstacles à une justice totale sont très nombreux. Au reste, si on compare ce qui s'est produit au Chili avec ce qui s'est produit en Espagne, en Argentine, en Uruguay ou au Brésil, j'estime que nous sommes parvenus aux moindres coûts à davantage de stabilité et à de meilleurs résultats.

*Q. - Comment voyez-vous l'avenir pour le Chili? Votre refus des malls est-il un refus de la société moderne qui n'est pas votre choix?*

Si nous continuons sur la voie actuelle, nous deviendrons une autre Europe, d'autres Etats-Unis. C'est ce que les médias nous jettent à la figure, ce que prônent la publicité commerciale et les milieux d'entreprise fiers de leurs succès. Ils nous poussent à devenir un pays axé sur le bien-être matériel, sur la croissance. Un tel objectif comme raison d'être du pays ne me remplit pas de joie. C'est autre chose que nous voulons. Soyons clairs sur ce que nous proposons. En d'autres temps il y avait des utopies, comme celle de la société sans classe, de l'égalité pour tous, celle de la société communautaire; et nous savions plus ou moins comment devait s'articuler ce devenir.

Il n'est pas si sûr que les utopies soient mortes. Je crois même qu'elles vont reprendre force, mais ce ne seront probablement pas les mêmes. L'attente d'une société différente, fraternelle, solidaire et juste, qui soit le lieu de réalisation plénière des personnes, va se manifester à nouveau d'une manière probablement différente. C'est une perspective très intéressante et qui personnellement me passionne. J'entends m'appliquer à cette tâche avec d'autres personnes pour ce qui me reste de vie à vivre. Comment "chausser" l'économie de marché - qui a sa place et qui est une réaction raisonnable face à un étatsisme oppresseur, hier généralisé et médiocre - avec une perspective humaniste, dans une société placée sous le signe d'une plus grande justice? Que faire pour ne pas tomber dans un "capitalisme sauvage", ainsi que l'a dit récemment le pape Jean-Paul II?

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

---

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441